

MACRON DIVISE UNISSONS-NOUS POUR LE PROGRÈS SOCIAL

Hausse de la CSG, baisse des APL et casse du logement social, casse du code du travail, dispositif Parcoursup pour trier les étudiant.e.s, baisse des budgets publics et du nombre de fonctionnaires, nouvelles privatisations, et maintenant casse programmée de la SNCF et du statut de cheminot... la politique menée par Macron non seulement met à mal les grandes conquêtes sociales et s'oppose aux valeurs de la République, mais empêche également un avenir de progrès pour toutes et tous.

La start-up nation, c'est l'insécurité sociale

Cette politique du pouvoir, symbolisée par le mot d'ordre « start up nation », aggrave les inégalités et conduit à fracturer notre société : une société d'insécurité sociale, toujours plus précaire pour des millions de nos concitoyen.ne.s et une société d'aisance et de luxe pour les plus riches et les détenteurs de capitaux.

Un nouveau progrès social pour la France

À l'opposé, nous voulons une politique d'égalité et de solidarité, à commencer par l'égalité femmes-hommes dans tous les domaines. Une politique qui vise l'émancipation au travail, la sécurisation de l'emploi et de la formation, une nouvelle industrialisation, le développement des services publics et de la protection sociale, le droit au logement pour toutes et tous...*

Une politique qui garantisse les droits fondamentaux de chacun.e. Une politique qui prenne soin de nos aîné.e.s et qui offre un avenir à la jeunesse.

SNCF : faisons dérailler Macron

La réforme de la SNCF est un pas vers la privatisation et annonce le pire : 9 000 km de lignes sont menacés. Le statut des cheminots n'est en rien responsable de la dette. Sa suppression ne vise qu'à opposer les cheminots aux usagers, à préparer une ouverture à la concurrence. Mensonge ! Les traités européens ne l'imposent pas et tant mieux, car ce serait moins de dessertes, moins de sécurité et une hausse des prix.

**ENSEMBLE
FAISONS
DÉRAILLER
MACRON**

**SERVICES
100% PUBLICS
USAGERS
GAGNANTS**

Toute la fonction publique est attaquée

Le gouvernement a décidé de frapper fort. Le chantier « Action publique 2022 » n'annonce rien de bon : austérité renforcée, avec 60 milliards d'euros de baisse de la dépense publique, délégations aux acteurs privés, suppression programmée de 120 000 postes de fonctionnaires, de plus en plus de recrutements sous contrat, qui préfigurent des attaques sur le statut des fonctionnaires. Tout ceci au détriment des conditions de travail des agents et de la qualité des services rendus à la population.

NOS PROPOSITIONS

✘ **Sécurisation de l'emploi et de la formation** donnant un coût d'arrêt aux suppressions de milliers d'emplois dans le pays et opposant à la précarité, à la souffrance au travail, au contrôle accru des chômeurs, au manque de formation, le droit à un travail émancipé, à une rémunération à la hauteur des qualifications, à une protection sociale pour tous les travailleurs-euses. Amplifions la mobilisation pour l'égalité professionnelle femmes-hommes.

✘ **Service public et protection sociale du XXI^e siècle : une politique de santé publique** qui donne les moyens aux personnels de l'hôpital public et des EHPAD de remplir leurs missions, pour le droit à la retraite et le 100 % Sécurité sociale à l'opposé des attaques actuelles contre son financement ; **une école et un enseignement supérieur de l'égalité**, démocratisés, pour le partage des savoirs et le développement de la recherche, à l'opposé du dispositif Parcoursup et de la réforme du lycée ; **un service public ferroviaire de qualité. C'est un véritable engagement pour les services publics qui doit être mis en œuvre, par la création d'emplois statutaires, ainsi qu'un plan de titularisation** pour lutter contre la précarité, améliorer les conditions de travail des agents et la qualité du service rendu à laquelle ils et elles sont si attaché-e-s. **Le dégel immédiat de la valeur du point d'indice et la suppression du jour de carence** sont également indispensables afin de compenser les pertes de pouvoir d'achat.

✘ **Une vraie réforme de la SNCF** : le PCF propose de rendre son attractivité au rail avec une SNCF 100 % publique, sous contrôle démocratique. Une SNCF qui desservira l'ensemble du territoire et fera du fret une priorité pour désengorger les routes, limiter la pollution et l'insécurité routière. Cela nécessite un investissement massif, à hauteur de 3 milliards d'euros, qui peut être financé par le développement du versement transport payé par les entreprises, de l'écotaxe poids lourds et de taxes sur les bureaux et les parkings d'hypersupermarchés.

TOUS ENSEMBLE!

**Non au coup de force du gouvernement
pour briser le mouvement social
à l'Université Jean Jaurès (Mirail)**

Le gouvernement Macron tente de briser la mobilisation des étudiants et des personnels de l'UT2J qui agissent depuis plusieurs mois pour le service public d'éducation. Il vient de mettre l'Université sous tutelle en démissionnant le président et tous les conseils représentatifs. Il menace d'une intervention policière et a nommé un administrateur provisoire, Richard Laganier, parachuté par le ministère.

Ce coup de force est inacceptable et nous le condamnons. Le gouvernement doit reculer et il serait inadmissible que la force soit employée contre des jeunes et des agents universitaires dans le but de museler leurs légitimes revendications.

Parti communiste français

PCF
Parti communiste français